



Journal Homepage: - www.journalijar.com
**INTERNATIONAL JOURNAL OF
 ADVANCED RESEARCH (IJAR)**

Article DOI: 10.21474/IJAR01/9816
 DOI URL: <http://dx.doi.org/10.21474/IJAR01/9816>



RESEARCH ARTICLE

**GOVERNANCE DES RESSOURCES, PSYCHOLOGIE POLITIQUE DES PEUPLES DE L'ECOTONE
 AGNI-BAOULE : PERTE DE LEGITIMITE DES ELUS ET L'OUVERTURE SUR L'AILLEURS.**

Dr. MLAN Konan Séverin¹

Enseignant-chercheur, Université Jean Lorougnon Guédé-Daloa (Côte d'Ivoire), Membre de la Jeune Equipe de
 Recherche sur le Foncier rural Ivoirien (JERFRI)-IRD.

Manuscript Info

Manuscript History

Received: 04 August 2019

Final Accepted: 06 September 2019

Published: October 2019

Key words:-

governance, resource, people's psychology, political parties, Ivorian Centre.

Abstract

While the scientific literature does not perceive the growth of the forest on the savanna, that of the Ivory Coast transition zone, due to lack of human pressure, is experiencing a strong expansion on the savannah ecosystem. The richness of this vegetation attracts political elites but also emigrants back in their area of departure.

Based on a basic ethnographic methodology, made of interviews and observations, this paper invites an epistemological break in order to apprehend the governance of men as intimately linked to that of resources. In a deleterious political context of 2010, elected officials, especially those of the Democratic Party of Ivory Coast, former party-state, no longer enjoy legitimacy from their sociological bases of yesteryear. Not only do people oppose land grabbing, but they trust other political parties and independent candidates. In the Ivorian Center, local democracy is written in favor of executives who ensure mastery of the psychology of their people.

Copy Right, IJAR, 2019,. All rights reserved.

¹ Scio-anthropologue et ethno-botaniste, Enseignant-chercheur, Université Jean Lorougnon Guédé-Daloa (Côte d'Ivoire), Membre de la Jeune Equipe de Recherche sur le Foncier rural Ivoirien (JERFRI)-IRD / mlanseverin@yahoo.fr

Corresponding Author:- MLAN Konan Séverin.

Address:- Enseignant-chercheur, Université Jean Lorougnon Guédé-Daloa (Côte d'Ivoire), Membre de la Jeune Equipe de Recherche sur le Foncier rural Ivoirien (JERFRI)-IRD.

Introduction:-

Gérer les humains, pas simple comme tâche ! Les systèmes de gestion des sociétés humaines connaissent des soubresauts depuis l'époque antique jusqu'à nos jours. L'Afrique n'échappe pas aux balbutiements sur la gouvernance des hommes et des ressources. Que recouvre le concept de gouvernance ?

A l'entame de sa thèse, Lamiaâ El Hijri Ep. Bouzoubaa (2009 : 10) qualifie la gouvernance de « Concept flou, pourtant étymologiquement ancien ». Pour elle, cette notion, très en vogue aujourd'hui, est mobilisée en vue de « légitimer de nouveaux rapports entre la politique et l'économie ». Selon elle (op cit), la gouvernance permet de « référer à un pilotage pragmatique des pouvoirs ». N. Holec et G. Brunet-Jolivald (1999) proposent que la gouvernance, c'est « comme " un processus de coordination d'acteurs, de groupes sociaux, d'institutions, pour atteindre des buts propres discutés et définis collectivement dans des environnements fragmentés et incertains " ou encore comme " les nouvelles formes interactives de gouvernement dans lesquelles les acteurs privés, les différentes organisations publiques, les groupes ou communautés de citoyens, ou d'autres types d'acteurs, prennent part à la formulation de la politique ».

Pour eux (op cit), la définition simple à proposer est : la gouvernance est l'art de diriger des sociétés et des organisations. Pour Philippe Schmitter (cité par P. Vercauteren en 2007), la gouvernance se définit « comme « la meilleure affectation des ressources disponibles et limitées ». A suivre Schmitter, cette notion décrit moins l'action de « gouverner » que de « gérer ». En clair, la gouvernance permet de déterminer celui qui détient le pouvoir, celui qui prend les décisions, et le rôle des autres acteurs.

La gestion, en sciences sociales, fait plus référence à une meilleure répartition ou redistribution des ressources qu'un bon contrôle (P. Vercauteren, 2007). A priori, il est à croire que la question de la gouvernance préoccupe plus les institutions internationales. G. Blundo (2002 : 1) a proposé une compréhension de la Banque Mondiale : « la réflexion se focalise essentiellement sur les réformes à promouvoir afin de passer d'une "mauvaise" à une "bonne" gouvernance, synonyme de "sound development management" (World Bank 1992 : 1) : favoriser une bonne administration, accroître la responsabilité (accountability) des dirigeants et des agents de l'État vis-à-vis des citoyens, garantir la transparence et asseoir la primauté de l'Etat de droit ». Faire allusion aux citoyens, c'est requérir à la participation des populations ou des peuples. Intéressons-nous alors à la psychologie des peuples.

Wikipédia (2019), en suivant Wilhelm Wundt (1874), traduit le concept de psychologie des peuples *Völkerpsychologie*, (« völker », désignant « peuple » en allemand). Pour Wilhelm Wundt (op cit), il s'agit de « l'étude des processus psychiques supérieurs des individus par l'étude des lois psychologiques générales qui sont à la base des peuples, c'est-à-dire, l'étude des langues, des mythes et des religions des peuples ».

Citant Wilhelm Wundt, M. Espagne (1998 : 88) écrit : « la psychologie des peuples met au jour des mécanismes latents de volonté collective ». Il pense que les caractères des peuples se trouvent dans leur histoire raciale. Pour Wundt, les peuples ont un arrière-fond idéologique qu'il convient d'étudier, découvrir afin de mieux les apprécier. G. Vermès (2008) s'intéressera à cet arrière-fond idéologique des peuples. Pour elle (op cit : 1), la psychologie des peuples « s'interroge sur l'esprit collectif et sur les relations entre le collectif et l'individuel [...] L'âme, l'esprit ou le génie du peuple, la personnalité ethnique, le caractère national, [...] visent à désigner des formes quasi équivalentes de mentalité collective ». Elle explique (op cit : 1) que « L'« âme noire » apparaît en effet à Senghor, biologiquement, héréditairement, l'apanage du « nègre » depuis des millénaires quels que soient le climat, le milieu géographique ou le contexte historique et social ».

Comme cet arrière-fond idéologique n'est facilement perceptible, alors, ce sont les stéréotypes, les préjugés sur les peuples qui foisonnent et perdurent dans le temps. Sous cet angle, C. R. Paligot (2008 : 1) affirme que « L'idée d'attribuer à chaque peuple des caractères psychologiques spécifiques est ancienne. Dès l'Antiquité, un traité du Ve siècle attribué à Hippocrate, distingue les caractères des orientaux de ceux des européens en mettant en avant l'influence du climat ».

En Afrique, installés à la tête des peuples sur des bases tribalistes, les élus et élites politiques locaux ne songent guerre à connaître la psychologie des peuples afin de les gérer efficacement.

Or, de plus en plus, les populations d'Afrique se donnent le devoir de construire un modèle de gouvernance, en synchronisant le triptyque i) contestation des dirigeants politiques locaux, (ii) opposition à l'accaparement de leurs

terres par cesdits acteurs politiques, (iii) ouverture du jeu politique à des acteurs politiques autres que ceux choisis par le parti traditionnel dont ces populations constituaient des bastions imprenables ou « bétail électoral ».

L'idée forte de cette étude, c'est qu'à l'épreuve de la politique, la mauvaise gouvernance des hommes et des ressources, la frustration qui naît, peut conduire à un « désamour » et à une ouverture de l'éventail de légitimation sur des acteurs autres que les dirigeants politiques en place.

Par ailleurs, la perte de légitimité d'élus locaux engendre subséquemment la montée en puissance de la valeur intrinsèque des cadres.

La zone de transition forêt-savane, peuplée de peuples Agni-Baoulé-Anoh, est un cas en œuvre actuellement dans le Centre de la Côte d'Ivoire. Dans cette zone ou chez ces peuples, bastion du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), la couverture ou le soutien politique de ce parti n'est plus le gage du succès aux élections locales. Le mérite individuel devient de plus en plus la norme en remplacement du système politique d'alors. Ce système par mérite s'est construit progressivement comme une forme de démocratie, mais axée sur l'attrait d'autres partis politiques et surtout sur les moyens financiers détenus par les candidats-hors système. Au fur et à mesure, ce système est en train de devenir le levier d'une démocratie populaire locale, et les résultats des élections législatives et municipales de la mandature actuelle (2015-2020) l'attestent fort bien, avec la montée en puissance des candidats indépendants.

Comme dans L'Utopie, les populations s'attendent toujours à cette vision de Thomas More (1516) : « Les hommes ont fait des rois pour les hommes, et non pas pour les rois ; ils ont mis des chefs à leur tête pour vivre commodément à l'abri de la violence et de l'insulte ; le devoir le plus sacré du prince est de songer au bonheur du peuple avant de songer au sien ; comme un berger fidèle, il doit se dévouer pour son troupeau, et le mener dans les plus gras pâturage ».

La méthodologie s'inscrit dans la théorie de J-P. Jacob (2004) qui stipule que le gouvernement de la nature et le gouvernement des hommes peuvent être conciliés dans un modèle compréhensif qui montrerait les liaisons structurelles. Pour J-P. Jacob (op cit : 27), par une possession à la fois commune et privée de ressources, grâce à l'implantation d'autels (de la terre ou de brousse), « l'ordre social peut être produit et que les questions d'action collective associées à sa reproduction peuvent être résolues ».

L'étude ethnographique s'appuie sur des entretiens individuels et de groupes chez les peuples Agni-Baoulé-Anoh de la zone de transition, de Taabo à Prikro. Les villages de Pacobo (Taabo), Adahou (Toumodi), Abigui, Kragrassou Aluibo et Bocabo (Dimbokro), Kouassikouassikro, Takikro (Mbatto), Assiékoumassi (Bongouanou) et Famienkro (Prikro) ont été enquêtés, avec les chefs de familles et de villages comme unités d'enquête. L'étude s'est intéressée à la psychologie de ces peuples, en questionnant les modèles compréhensifs qui guident leurs choix des élus politiques, le motif de leurs oppositions à l'acquisition massive de leurs patrimoines fonciers.

Ce papier porte sur 3 parties. La première présente la zone de l'étude, en exposant l'attrait que suscite les domaines sub-soudanais et Nord-guinéen. La seconde et la troisième décrivent une recomposition du jeu politique, et la nécessité de connaître la psychologie des peuples afin de mieux orienter les options de gouvernance et de développement.

La Zone De Transition Et Son Attrait

Sud de la savane soudanaise et le Nord de la forêt guinéenne en excroissance opposée favorable

Selon un adage africain, « l'exploitation excessive de forêt peut entraîner la désertification ». Cette assertion est vraie, et c'est l'avis de E. Adjanohoun (1964), lorsque la forêt est soumise à d'intenses phénomènes à effets destructeurs conjugués : activités agricoles, coupe de tous pieds de ligneux et enherbement de la parcelle, feux de brousse récurrents, raréfaction de la pluie, etc. Dans la zone de transition – écotone -, on note dans certains manteaux forestiers, l'objet de ces phénomènes destructeurs et la transformation (par endroit) de la forêt en savane arborée.

Par contre, le constat d'une forestation de la savane apparaît comme une grande réalité. Le phénomène est qu'en l'absence d'une pression humaine, chaque année, par des phénomènes naturels (vents, pluie, oiseaux, animaux, eau de ruissellement), les ligneux de type forestier (fromager, *Ceiba pentandra* – iroko, *Milicia elxensa* – baobab, *Adansonia digitata* - arbre pour tissu traditionnel, *Antiaris toxicaria* - lianes *Saba comorensis*, *Landolfia hirsuta*,

Landolfia heudelotii, etc, prennent le pas sur la savane, agrandissant les manteaux forestiers. Dans cette forestation de la savane, on perçoit des arbres typiques de la savane (rônier *Borassus aethiopum* Mart. – raphia, *Raphia sudanica*, etc) (K. S. Mlan, 2013).

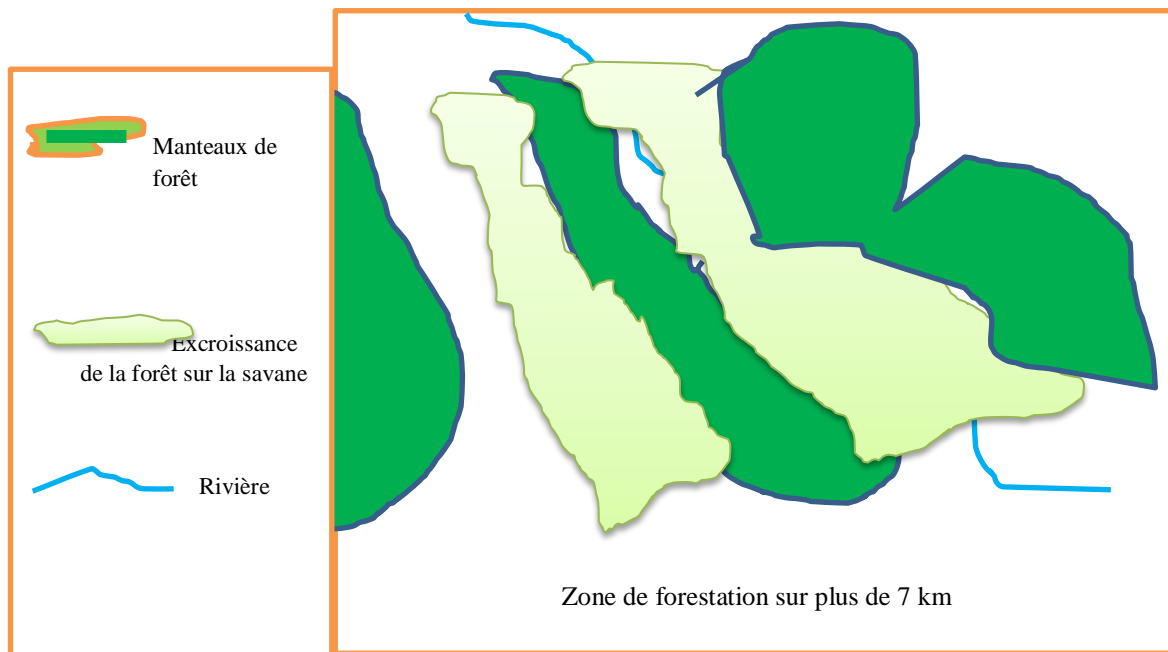
Aussi la présence de l'*Eupatorium odoratum*, au début des années 1990 (Mlan, 2013, 2004), entraîne-t-il à chaque activité agricole dans la savane (culture de l'igname, manioc), l'apparition d'un écosystème semi-forêt, fait de jachère de pieds d'*Eupatorium*, d'herbes et de regroupement d'arbres de type de savane et de forêt.

La conséquence, c'est plus de forestation en zone de transition soudano-guinéenne. Cette forestation est très perceptible dans les forêts galeries et les abords des manteaux de forêt incrustés dans la savane. De Taabo, Toumodi à Prikro en passant par Yamoussoukro, Sakassou, Béoumi, Dimbokro, Kouassikouassikro, Bocanda, Mbayakro, Ouellé, Daoukro (sur une largeur de 100 à 200 kilomètres), on note l'étalement des forêts galeries sur les écosystèmes savanicoles voisins avec pour effet la rencontre des manteaux de forêts proches. Quelques témoignages pour illustrer les propos :

1. Kouadio K. d'Abigui décrit : « autrefois, la forêt galerie de la rivière Koudoun nzuébo couvrait qu'une vingtaine de mètres de large. Aujourd'hui, la forêt de cette rivière vient de rencontrer celle de Kpèkessiabo (située à 500 mètres) à l'Ouest et celle d'Aflékakié (à 400 mètres). Ce qui fait que maintenant, on a une succession de plus de quatre forêts qui se sont reliées ».
2. Koko de Bocabo (village à l'Est de Dimbokro) : « avant, les herbes entre la rivière et la forêt étaient basses, et on comptait peu d'arbres. En saison sèche, après les feux de brousse, tout était dégagé. Maintenant, la forêt de la rivière et celle de forêt appelé bo-kpa se sont rencontrées. La zone est devenue une seule forêt sur plus de trois kilomètres ».

A Dimbokro et Bocanda, le phénomène est très perceptible. La figure-ci décrit bien l'excroissance de ces nouveaux écosystèmes.

Graphique:-description du phénomène d'accroissement de la forêt sur la savane



Source : MLAN K Séverin, Octobre 2019

La littérature sur la forêt s'intéresse peu ou pas à la capacité qu'ont les bosquets et autres manteaux forestiers, dans des conditions de gestion efficiente (maîtrise de la pression humaine et des feux de brousse, etc) d'avoir une propagation sur la savane. Les auteurs se préoccupent plus des politiques de repeuplement de la forêt (reboisement), protection des patrimoines forestiers de l'Etat, avec des résultats très en dessous des moyens mobilisés (J. G. Ibo, 2001, 2006 ; F. Tra, 2009).

Attrait de l'écotone et émergence de nouvelles activités agricoles majeures

L'attrait concerne les cadres et élites politico-économique, mais également les migrants de retour dans le jeu foncier de leur zone d'émigration.

Dès la fin du domaine guinéen forestier (Sangrobo, département de Taabo), dans l'axe Sud-nord, on note la présence massive d'élites politiques (Ministres, directeurs de cabinets, chargés de mission, conseillers, directeurs des affaires administratives et financières, etc), militaires (Colonels, Commandants, Capitaines, Lieutenants de l'armée, Douanes, Eaux et forêts) et de cadres de l'administration publique (Directeurs centraux, Directeurs d'administration déconcentrées ou décentralisées) et privée (du secteur de la téléphonie mobile, de l'électricité et de l'eau, de la construction et route, des mines, plus particulièrement). Les superficies sont variées. Les élites politiques, économiques, militaires et hauts cadres acquièrent des parcelles allant de 60 à plus de 1000 hectares, en un seul tenant (G H. Tarrouth et J-Ph. Colin, 2016 ; Mlan K S, 2015a). Par exemple, on compte :

1. K Z (secteur électricité) 1000 hectares à Dida Yaokro et 75 à Kalikoua (Sud-Toumodi),
2. Y. B (Port A. d'Abidjan) 1200 hectares à Adaou (Sud-Toumodi),
3. Famille Yac. (agro-industriel) + 1000 hectares entre Dida Yaokro et Kpouebo (Sud-Toumodi),
4. D K (Ancien premier ministre) près 300 hectares à Adaou (près de Kpouebo),
5. S K (ancien premier ministre) plus de 1000 hectares, etc (Mlan K S, 2015a).

S'agissant des cadres du secteur privé et publique, les superficies excèdent rarement les 60 hectares. On a par exemple :

1. Y. N (Magistrat) 60 hectares à Akakro (près de Moronou (Sud-Toumodi),
2. L. K (Directeur, Ministère Justice) 25 hectares,
3. Colonel Y (Armée ivoirienne) 60 hectares à Akakro (près de Kpouebo),
4. Dr B. (Enseignant-chercheur, université Jean Lorougnon Guédé) 26 hectares à Pacobo,
5. T H (secteur Electricité) 55 hectares à Pacobo,
6. Z K (Assurances) 11 hectares (terre familiale) à Ediakro, etc.

Mais, les agro-industries ivoiriennes et non ivoiriennes ne sont pas en reste. Il s'agit, notamment de :

1. EXAT, respectivement à Kotissou (près de Taabo) et à Ngribo (entre Cechi et Anoumaba) pour l'hévéaculture ;
2. SOGB pour la banane douce à Pacobo (Taabo) ;
3. K A. (Entreprise avec financement chinois) à Kouassikouassikro pour l'hévéaculture ;
4. SAHPH à Taabo et à Ngrah-Dufrebo (près d'Agnibilekro) également pour l'hévéaculture.

L'une des installations d'entreprises qui a plus marquée la zone de transition, c'est bien une entreprise belge (CIA.) à Priko. Cette entreprise a accaparé 11 000 hectares de terre rurale arable, en vue d'y produire du latex d'hévéa.

Par ailleurs, en marge de ces cultures d'exportation auxquelles les paysans locaux ne s'y adonnent pas, la culture du manioc commence à gagner du terrain dans cette zone de transition, aux terres très reconstituées. Dimbokro (anciennement boucle du cacao jusqu'au milieu des années 1980) est devenu la boucle du manioc avec plus de 900 ha en 2017 (selon le Directeur Régional de l'Agriculture et du développement rural de la région du Nzi).

Du côté des producteurs de cacao, on note le retour d'anciens émigrés ou leurs descendants (K S Mlan, 2013), pour la production de cacaoyers et caféiers à Mbatto, Bongouanou, Dimbokro (Est surtout), Bocanda. De même, Kouassikouassikro semble devenu la seconde zone de production d'igname de la Côte d'Ivoire, après Bondoukou.

A priori, ces installations d'entreprises nationales et étrangères et des émigrés de retour dans l'écotone sont le signe d'un véritable attrait de la végétation constituée de riches forêts claires s'étendant sur de vastes savanes arborées, aux terres très arables, insoupçonnément inexploitées. Pour un pays, objet de désastre écologique actuel, relativement au couvert forestier de 16 millions d'hectares qui a minci jusqu'à moins de 2 millions, ne pas encadrer ou limiter les acquisitions de terre rurale, c'est ne pas être capable d'une capacité de résilience (K. S. Mlan et al., 2018).

Mauvaise gouvernance et recomposition socio-politique

« Désamour politique » et opposition des populations aux élus politiques

A fortiori, les zones de transition forêt-savane mettent en scène deux phénomènes. Premièrement, il faut dire que la mobilisation des élus politiques (lors de l'acquisition de terres rurales), élus appartenant au Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (ex-allié au pouvoir depuis Avril 2011), a pour but apparent de les utiliser comme des démarcheurs

citadins, au profil des entreprises étrangères. Autrefois, au moment du parti unique, les personnalités dirigeantes du pays, les collaborateurs du président Houphouët Boigny étaient écoutés, adulés, respectés. Elles paraissaient comme des envoyés du fondateur du PDCI (parti créé par Houphouët en 1945). Ces personnalités pouvaient obtenir, par simple demande, de main moelle, de vastes superficies de terre, avec un large consentement des populations. Par exemple, à la fin de 2011, lorsque EXAT (agro-industrie) voulait étendre ses plantations d'hévéa dans la zone de transition, et pour des questions de sécurité foncière, un groupe de chercheurs a été commis d'échanger avec la population de Kotiessou (près de barrage de Taabo), à propos de la terre qu'elle a cédée (700 ha) dans les années 70 à Yacé Philippe, proche collaborateur du Président Houphouët Boigny. A la question de savoir si la population reconnaissait avoir cédé la parcelle en question à Yacé, et de ce qu'elle pense pour la succession sur cette parcelle, le chef du village a répondu avec clarté :

« nous reconnaissons ce que nos parents ont donné à M. Yacé Philippe. Et, on ne reprend pas à son fils, qui est d'ailleurs bien avec nous : il nous donne des plants de cacaoyers pour créer nos plantations. Chaque année, il nous apporte 2 millions et un bœuf. La parcelle lui revient ».

Et à un notable de ce village de compléter : « chaque fois qu'il y a des feux de brousse qui menacent la plantation d'hévéa sur la parcelle cédée à Yacé, toute la population se mobilise pour apporter de l'eau et autres soutiens aux manœuvres. L'année dernière, tout le village a combattu un feu... »².

Cela traduit un amour entre Yacé-père et cette population, une psychologie des populations de cette localité que Yacé-fils a appris à connaître. Cela traduit une bonne légitimité à l'égard d'un dirigeant politique et de sa descendance. Et le fils de Yacé Philippe, qui comprend bien le sens de cet amour, de cette confiance de ces populations, s'y prend bien, comme un acteur de développement, par des « conditions propitiatoires » de vivre-ensemble, d'assistance sociale à la population (2 millions de francs, un bœuf et des plants d'hévéa et de cacaoyers à la population chaque année, parrainage d'activités socio-culturelles).

Deuxièmement, les acquisitions actuelles de terre dans les zones de transition paraissent, pour les populations comme une sorte de « blanchiment d'argent », des prête-noms. Les entreprises étrangères cachent un co-financement des élus politiques (locaux comme nationaux). Ceux-ci ne sont donc pas de simples « démarcheurs citadins » mais des investisseurs, des hommes d'affaires, mettant en avant les entreprises non ivoiriennes, une sorte de paravent. A Dida-Yaokro (à l'Est de Kpouebo), un notable de la chefferie du village lâchait :

« nous, on sait que les acquisitions de terres, vastes comme ça, par les cadres dans notre région constituent une tricherie : les cadres sont derrière les étrangers qui viennent prendre les terres. Derrière le frère de Chirac qui a des centaines de terre chez nous, nous pensons que de hauts cadres politiques sont sur l'affaire avec lui ; c'est pas clair. Quelques fois, on voit des files de gros véhicules, contourner le village et aller dans les parcelles qu'ils ont acquises ».

Pour le cas de Prikro, deux anciens premiers ministres ont mobilisé la gendarmerie qui aurait reprimé sévèrement les oppositions : les affrontements ont fait 3 « opposants » abattus par balle et 70 personnes emprisonnées, dont la reine, la matriarche de Koffiamouinkro)).

Ces hauts cadres des régions du Centre et Sud du pays ne supportent pas un affront à leur hégémonie sur le pays, du moins, dans la zone d'influence du PDCI, surtout chez les Baoulé, peuple bastion « imprenable » de cet ancien parti-état de l'ère Houphouët. L'un des anciens premiers ministres en cause ici a acquis 240 hectares de terre de forêt et savane à Adahou, près de Kpouebo. Son soutien à l'entreprise CIA à Prikro traduit du reste une démonstration de son envergure nationale et un « blanchiment de deniers publics ». Toute contestation de cette légitimité politique et économique se trouve alors durement réprimée ; et aucune action de la société civile n'est constatée, ni la plainte de cadres des zones n'a pu prospérer.

Sans éthique³, les populations locales, se sentant dupées par le jeu politique, qui ne leur apporte rien, sinon que la misère, se détournent de ces élus politiques. Les acquisitions à grande échelle sous le parti unique houphouëtien ne

² Dominique Bessire, Céline Chatelin, Stéphane Onnée (2007) s'interroge : « Qu'est-ce qu'une bonne gouvernance ? Il y a encore peu de temps, pour les théoriciens comme les praticiens, la réponse allait de soi : c'était une gouvernance conçue pour contraindre les managers à servir aux mieux les intérêts des actionnaires ».

peuvent plus prospérer. La prise en main du développement par les mutuelles de développement⁴ des villages du Centre impose une recomposition des rôles. Les hauts dirigeants politiques n'apparaissent plus comme des « idoles ». Ils sont vus comme des « menteur », des politiques « vampire », qui sucent la population, et n'apportent rien. Les populations disent que ces politiques ne réapparaissent qu'à la veille de joutes électorales (D. Bessire et al, 2007).

C'est pourquoi, on note une opposition farouche⁵ aux accaparements de terres rurales. Certes, ces zones sont marquées par une émigration qui continue. Mais le désamour, la perte de légitimité politique, l'absence d'action de développement des élus politiques sonnent la révolte, comme cela se sent dans les propos d'un notable du village de Nofou (une des trois sous-préfectures de Dimbokro) :

« si à Toumodi voisin toutes les sous-préfectures ont des collèges, des antennes de téléphone mobile, de l'eau courante, chez nous à Dimbokro, l'essentiel des villages sont sans électricité, ni collège, château d'eau-même, on n'en a pas : c'est quels politiciens du conseil régional et députés ça ? ».

Rupture du conformisme socio-politique et l'ouverture du jeu politique

Le constat de l'échec des élus politiques étant fait, l'opposition croissante aux occupations massives de terres rurales s'enracinant, les populations (jeunes cadres et populations locales) se liguent contre le conformisme socio-politique d'alors, qui stipulait que l'espace social revint au parti politique que Feu le Président Houphouët a bâti, et qu'à ce titre, les élus⁶ ne devraient être que de l'ancien parti-état, le PDCI.

Au constat de cette nouvelle perception ou psychologie sociale, les populations ont ouvert le jeu politique à d'autres partis politiques et aux élus d'autres régions du pays. L'ouverture politique a commencé par l'adhésion de cadres dans des partis opposés au PDCI, notamment, au Rassemblement des Républicains (RDR), au Front Populaire Ivoirien (FPI), à l'Union pour la Démocratie et la Paix en Côte d'Ivoire (UDPCI), pour ne citer ces trois partis.

Aussi les adhésions feront-elles apparaître des joutes politiques très âpres. L'adage qui disait que « même si le candidat est un mouton, s'il est peint en couleur du PDCI, les électeurs n'auront de choix et de raison que de le voter » ne sera que de triste mémoire. Les victoires des candidats PDCI ne sont plus systématiques.

Alors, les législatives de 2016 et municipales de 2017 donneront lieu à des victoire de partis d'oppositions et une razzia de candidatures indépendantes dans la zone de l'étude. Sur 254 élus, les partis ou groupements politiques ont obtenus : RHDP (RDR, PDCI) : 167 ; UDPCI : 6 ; UPCI : 3 ; FPI : 3, INDEPENDANTS : 75, soit 29,53 % des sièges (voir tableau ci-dessous).

Tableau : recomposition du jeu politique et montée de la victoire de candidats indépendants

Circonscription	PDCI	Indépendants	Autre parti
District Yamoussoukro		3	
Région Bélier (Toumodi-Didiévi-Tiébissou)	1	2	1 UDPCI
Région Nzi (Dimbokro, Bocanda, Kouassikouassikro)	1	2	1 UDPCI
Région Ifou (Daoukro, Ouéllé, Prikro)	2	3	
Région Moronou (Bongouanou, Mbatto)	3		2 FPI

Dans les 5 régions couvertes par l'étude, on note la perte de « vitesse » du PDCI, ancien parti-état, tandis que le FPI (parti au pouvoir de 2000 à 2010) conserve plus ou moins son influence dans la région natale de l'ex-premier

³ Aussi, « Pour accéder à la vie éthique, il est conscient de se livrer à une analyse de la psychologie des peuples et [attendre] des informations tout à fait particulières d'une analyse de la langue qui renferme selon lui les témoignages les plus primitifs sur la formation des représentations humaines » (Wundt cité par Espagne) (1998 : 81).

⁴ Voir Yao Gnabli R (2014)

⁵ Pour Alain Létourneau (2009 : 21), « La gouvernance permet aujourd'hui bon nombre de discours et de pratiques; [...] Cette approche responsabilise les milieux et implique les acteurs. [...] Manifestement, la notion de gouvernance a pour effet de mobiliser les acteurs sur le terrain et produit tout de même des résultats ».

⁶ Pour L. El Hijri Ep. Bouzoubaa (2009 :10), « Sans que cela soit le fait d'un théoricien ou d'une école particulière, la notion de gouvernance réapparaît à l'intérieur d'un courant de pensée assez hétéroclite au début des années 1990, qui entend redéfinir les processus classiques de prise de décision en tenant compte de la multipolarité naissante au sein d'un monde en pleine transformation ».

ministre, AFFI Nguessan. L'UDPCI (créé par feu, Président Robert GUEI) se taille une petite légitimité et hégémonie en pays Baoulé, bastion dite imprenable du PDCI. La géo-politique commence à se redessiner autrement. De plus en plus, les populations ne se limitent plus aux élus locaux pour les manifestations sociales ou politiques. Un cas mérite d'être cité : il s'agit de la sollicitation du président de l'Union pour la Démocratie et la Paix en Côte d'Ivoire (UDPCI), pour la fête annuelle de l'Amicale des Etudiants, cadres et travailleurs du Canton Aïtou de Dimbokro (dénommée AGNIA), depuis Août 2016. Pour cet outil de développement se déroulant chaque année dans un des 16 villages de ce canton, le président de l'UDPCI, le Ministre MABRI, est d'office désigné comme parrain. Cela fait suite à la victoire de ce parti aux élections législatives à Dimbokro. Le candidat YAO S. a ravi le siège de la commune contre des candidats du PDCI et des autres partis plus proches habituellement des peuples de ce département. Du coup, le président de l'UDPCI est vu comme un acteur crédible, à même d'apporter les fruits de la politique aux populations. La satisfaction pour un village (à travers la rénovation du foyer de jeunes, dons pour écoles et autres équipements de base) entraîne sa sollicitation pour un autre l'année suivante. De ce fait, les élus locaux du PDCI continuent de perdre en confiance. En 2019, c'est le Rassemblement des Républicains (RDR) qui gagne en regain à Dimbokro et Bocanda. Ces élus (Présidents du Conseil Régional, Maires), cooptés pour des postes de Ministre et de Directeurs centraux ou d'entreprises d'Etat ont rejoint le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Paix (RHDP), parti porté actuellement par le Président de la République et son parti (le RDR).

La Nécessité De La Connaissance De La Psychologie Des Peuples

Les peuples sont soumis, dociles, accueillants. Ils respectent les autorités politiques. Ils le leur rendent bien, quand ils sont sollicités. Quelques éléments permettent d'expliquer cette psychologie, que S. Ghosn (2014) croit fermement qu'elle vaut un pesant d'or en économie. En pleine semaine de travail, on informe des populations que le Ministre, envoyé par le président de la république, arrive dans le chef-lieu de département. Les chefs de villages sont invités à être là avec leurs notabilités, des villageois, des danses, etc. Souvent, on bat le rappel des fils (cadres), qui arrivent en rescousse. Pour la solennité, les chefs de village et leurs notables sortent pagnes de prestige (kita), chaussures d'apparat, cannes, chasse-mouches (tenus par de belles petites filles), ainsi que d'autres parures. On retrouve en un seul lieu des centaines de chefs de village, ayant mobilisé leurs populations pour un événement politique. Lorsqu'ils retournent dans leurs villages, plus rien ne suit les promesses.

Régulièrement, le Sous-préfet, Préfet, Député ou Maire se rend dans un village. Ce jour, les populations ne vont pas au champ. Mieux, le griot du chef leur demande d'envoyer, pour la circonstance, igname, manioc, légumes. Comme cela ne suffit pas, le jour de la rencontre, le chef fait « attraper » des bœufs, cabris et porcs, appartenant à sa population. Une partie de ces animaux seront abattue et serviront au repas. Quelques animaux seront offerts, vivants, à l'hôte du jour. Mais, aucune contre-partie pour ceux qui perdent leurs animaux. Voici à ce sujet les propos de Kouamé M. d'Abigui (village chef-lieu de sous-préfecture de Dimbokro) :

« ma malchance, c'est d'avoir des bœufs blancs. Deux à trois fois par année, lorsque le village reçoit le sous-préfet ou le député, on attrape toujours mes moutons blancs. Je ne peux pas dire au chef de payer. Les animaux ne réussissent pas dans les enclos. Finalement, après plus de 70 ans de vie, j'ai perdu une trentaine de bœufs blancs. Qu'est-ce que ces hommes du pouvoir m'apportent ? Je suis déçu ! ».

Les peuples savent offrir aux hommes politiques⁷. Mais ils attendent reconnaissance par des retombées : équipements sociaux, projets agricoles, etc. Dans le Centre de la Côte d'Ivoire, les populations de Yamoussoukro ont bénéficié du Président Houphouët Boigny, par la construction en dur de villages, avec l'électricité, eau potable. Certains comme Zatta (Ouest de Yamoussoukro) ont eu des aménagements agricoles : barrages et aménagements pour la production de riz.

Ces équipements et projets agricoles mettent en symbiose les peuples d'avec leurs élites. C'est le du Président Houphouët qui était et continue d'être adulé, aimé, porté dans les cœurs comme un vrai artisan au développement. Cela veut dire que chacun fait sa part d'effort⁸. Les peuples ne sont pas trop exigeants, a priori. Nonobstant, ils peuvent devenir très hostiles quand ils pensent avoir été trahis, méprisés, au profit d'ambitions personnelles, lorsqu'on leur sert que de l'ingratitude. L'exemple d'un élu politique mérite d'être cité. Selon la population du Nzi

⁷ « Dans le Sud-ouest du Nigéria, note l'IFPRI, la complexité des lois a permis à de riches élites de s'associer à des chefs tribaux pour acheter des terres qui appartenaient officiellement à des groupes de parenté, sans que quiconque, et surtout pas les femmes, puisse les en empêcher. »

⁸ Un proverbe Baoulé dit : *Srika oukah oumien* : littéralement, le colibri fait sa part d'effort !

(Dimbokro, Bocanda et Kouassikro), les politiciens ne sont pas sérieux. Ils n'apparaissent qu'à la veille des élections, et disparaissent, sitôt élus. L'ancien Député-Maire des décennies 80-2000 (N. K) a essuyé les flèches de la haine de la population à la veille des municipales de 2001. Lors du meeting de clôture de la campagne, le représentant du quartier Cité de Dimbokro n'est pas allé avec le dos de la cuillère. S'adressant au candidat, ancien Maire, il assène : « S'il vous plaît, M. N K., dites-nous ce que vous avez oublié à la Mairie de Dimbokro, et qui justifie que tu veuilles être encore Maire. Je vais aller avec mes voisins de quartier te le chercher afin que tu laisses la place à d'autres personnes ». A la suite de ces mots, le candidat a été hué, et il perdra la Mairie. Jusqu'en Septembre 2019, sur les trois sous-préfectures que compte le département de Dimbokro, seule Djangokro a pu avoir un collège de proximité.

Conclusion:-

L'étude révèle un lien fort entre la gouvernance des hommes, des ressources économiques et naturelles. Des événements conjugués (faible intensité et durée de la sécheresse, apparition de l'Eupatorium odoratum, faible pression humaine pour cause de migration dans le Sud-ouest plus humide) ont permis à la végétation de la zone de transition de connaître un fort développement, surtout l'expansion de la forêt claire sur la savane arborée. Alors que pour les populations, ces végétations constituent des réserves familiales et lignagères, le boom de l'hévéa des années 2000 et le retour des migrants (après épuisement des grandes zones forestières) entraîne une forte convoitise de la zone de transition.

Mais, la « conjoncture » politique défavorable, faite de griefs de populations contre les élus politiques, qu'elles traitent de n'apporter le développement, conduit à l'ouverture du jeu politique à d'autres partis politiques. Subséquemment alors, d'une part, les populations se braquent contre les accaparements de terre par les élus et dirigeants politiques (locaux et nationaux), et d'autre part, une montée en force de légitimité de valeur intrinsèque de cadres dont les candidatures indépendantes aux élections locales (Législatives, Municipales) sont couronnées de victoires.

En somme, cette étude invite les hommes politiques à s'investir pour connaître la psychologie des peuples. Solliciter la confiance des peuples, c'est à la fois, connaître ce peuple (ses us et coutume, ses aspirations au développement), le pratiquer et le servir. Les dogmes et les a priori en une confiance « aveugle » entre partis politiques « traditionnels » et peuples sont à méditer...

Bibliographie:-

1. Adjanohoun E., 1964, Végétation des savanes et des rochers découverts en Côte d'Ivoire centrale. Paris : ORSTOM, (7), 178 p. multigr. (Mémoires ORSTOM ; 7)
2. Bachelard G., 1983, Le Nouvel esprit scientifique. 15ème édition, Paris, P.U.F., 183 pages
3. Bessire D., Chatelin C., Onnée S., 2007, Qu'est-ce qu'une bonne gouvernance ?. "Comptabilité et environnement", France. pp.CD-Rom
4. Blundo G., 2002, « Editorial », Bulletin de l'APAD [En ligne], 23-24 |, 12 p, mis en ligne le 17 février 2006, consulté le 20 juin 2019. <http://journals.openedition.org/apad/129>
5. Chauveau J-P., 2018, Les transferts de droits fonciers coutumiers au prisme de l'histoire rurale et du post conflit (Côte d'Ivoire forestière). TROPICULTURA, 36, 2, pp346-355
6. Colin J-Ph. et Tarrouth H. G., 2017, Les élites urbaines comme nouveaux acteurs du marché foncier en Côte d'Ivoire. Géographie, économie, société 2017/3 (Vol. 19), pp331-355
7. Espagne M., 1998, Wilhelm Wundt. La « psychologie des peuples » et l'histoire culturelle. Revue germanique internationale. -10- pp. 73-91
8. Ghosn S., 2014, Le rôle de la psychologie dans les dynamiques de la production, des inégalités et de la redistribution. Economies et finances. Université Paris Dauphine - Paris IX, 399p
9. El Hijri Lamiaâ Ep. Bouzoubaa, 2009, Gouvernance et stratégie territoriales: le rôle des acteurs dans la gestion de leur territoire. Thèse de doctorat unique, Université de METZ, 344p
10. Ibo G. J., 2001, "La gestion des forêts en Côte d'Ivoire de 1900 à 2000", In Collas de Chatelperron P. (éd), *Gestion durable des forêts au Cameroun. Vers une foresterie responsable. Contributions du projet forêts et terroirs*. CIRAD, Montpellier (FRA), pp. 13-32
11. Jacob J-P. 2004, Gouvernement de la nature et gouvernement des hommes dans le Gwendégué (centre-ouest du Burkina Faso, *Autrepart*, Armand Colin/IRD, pp 25-43

12. Kimani M., 2008, Droits fonciers : le combat des femmes. Les femmes se battent pour accéder aux terres et au pouvoir de décision. Afrique Renouveau: <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/april>
13. MORE Th., 1516, L'Utopie (traduction française, 1842) par Victor Stouvenel
14. Létourneau A., 2009, Les théories de la gouvernance. Pluralité de discours et enjeux éthiques, Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Hors-série 6] mis en ligne le 09 novembre 2009, consulté le 27 septembre 2019
15. Mlan K. S., Zadou D. A. Akaffou S. D., 2018, Dégradation côtière, amenuisement de la forêt et changement climatique en Côte d'Ivoire : quelle résilience ? Revue Sociétés & Économies, Abidjan, N°14, pp93-110
16. Mlan K. S., 2013, Le rônier, *Borassus aethiopum* Mart., dans la vie sociale et culturelle des Baoulé Aïtou de Dimbokro (Côte d'Ivoire). Thèse de Doctorat Unique, Abidjan, Université Félix Houphouët Boigny.
17. - 2004, Processus de valorisation des écosystèmes secondaires et son impact sur les rapports sociaux : cas de Gnamagui dans la sous-préfecture de Méagui. Mémoire de Maîtrise, Université Cocody-Abidjan
18. Paligot C. R., 2008, La psychologie des peuples et ses applications durant l'entre-deux-guerres. La Revue de synthèse, n°1, pp.125-146.
19. Sandra Ghosn. Le rôle de la psychologie dans les dynamiques de la production, des inégalités et de la redistribution. Economies et finances. Université Paris Dauphine - Paris IX, 399p
20. Tarrouth H.G. et Colin J.-Ph., 2016. Les acquisitions de terres rurales par les "cadres" en Côte d'Ivoire : premiers enseignements, Cahiers Agricultures, 25 : 15005
21. Tra F., 2009. La problématique de la conservation des parcs nationaux en Côte d'Ivoire : cas du Parc National de la Marahoué, Thèse unique de Doctorat, Université Cocody, Abidjan.
22. Vercauteren P., 2007, « Gouvernance et démocratie : quel ordre ? », Fédéralisme Régionalisme, Volume 7, Numéro 2 - Société civile, globalisation, gouvernance : aux origines d'un nouvel ordre politique ?
23. Vermè G., 2008, Quelques étapes de la Psychologie des peuples (de la fin du XIXe siècle aux années 1950). Esquisse pour une histoire de la psychologie interculturelle. In L'Homme & la Société /1-2-3 (n° 167-168-169), pp 149-161
24. Yao Gnabéli R., 2014, Les mutuelles de développement en Côte d'Ivoire. Idéologie de l'origine et modernisation villageoise. Paris, L'Harmattan, 8p.